

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 2008.

**Art. 4.** La Ministre des P.M.E., des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique et le Ministre du Climat et de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des P.M.E., des Indépendants,  
de l'Agriculture et de la Politique scientifique,  
Mme S. LARUELLE  
Le Ministre du Climat et de l'Energie,  
P. MAGNETTE

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 december 2008.

**Art. 4.** De Minister van K.M.O.'s, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid en de Minister van Klimaat en Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van K.M.O.'s, Zelfstandigen,  
Landbouw en Wetenschapsbeleid,  
Mevr. S. LARUELLE  
De Minister van Klimaat en Energie,  
P. MAGNETTE

#### MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2009 — 1157

[C — 2009/07061]

**12 MARS 2009.** — Arrêté ministériel portant délégations de pouvoir par le Ministre de la Défense en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, en matière d'aliénation et en matière de dépenses diverses

Le Ministre de la Défense,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 6, modifié par la loi du 19 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1996 relatif au contrôle préalable et aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière d'octroi de concessions de travaux publics au niveau fédéral, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2001 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense nationale et fixant les attributions de certaines autorités, modifié par les arrêtés royaux du 23 décembre 2002, 27 mars 2003, 5 février 2004, 21 octobre 2005 et 10 août 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 2006 portant délégations de pouvoir par le Ministre de la Défense en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière de dépenses diverses;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 février 2009,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le ministre » : le Ministre de la Défense;

2° « Div MP » : le chef de la Procurement Division de la direction générale ressources matérielles;

3° « tableau » : un des tableaux numérotés de l'annexe au présent arrêté;

4° « chef du service dirigeant » : le chef du service dirigeant est toujours le Chef de la sous-section qui est responsable du marché public;

5° « la loi » : la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

6° « la procédure négociée sans publicité » : la procédure négociée sans respecter les règles de publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 17, § 2, de la loi;

7° « dépenses diverses » : les dépenses qui sont faites par le Ministère de la Défense à l'exception de celles qui tombent sous la définition des marchés publics comme défini à l'article 5 de la loi;

8° « BMSO » : Belgian Military Supply Office à Washington DC, aux États-Unis;

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2009 — 1157

[C — 2009/07061]

**12 MAART 2009.** — Ministerieel besluit houdende overdracht van bevoegdheid door de Minister van Landsverdediging inzake het gunnen en uitvoeren van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzake vervreemding en inzake diverse uitgaven

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 19 juli 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1996 betreffende het voorafgaand toezicht en de overdracht van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake de toekenning van concessies voor openbare werken op federaal niveau, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 december 2002, 27 maart 2003, 5 februari 2004, 21 oktober 2005 en 10 augustus 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 april 2006 houdende de overdracht van bevoegdheid door de Minister van Landsverdediging inzake het gunnen en uitvoeren van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake diverse uitgaven;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 februari 2009,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° « de minister » : de Minister van Landsverdediging;

2° « Div MP » : de chef van de Procurement Division van de algemene directie material resources;

3° « tabel » : één van de genummerde tabellen in de bijlage bij dit besluit;

4° « chef van de leidende dienst » : de chef van de leidende dienst is altijd de Ondersectiechef die verantwoordelijk is voor de overheidsopdracht;

5° « de wet » : de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

6° « onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking » : de onderhandelingsprocedure zonder naleving van de bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 17, § 2, van de wet;

7° « diverse uitgaven » : de uitgaven die worden gedaan door het Ministerie van Landsverdediging met uitzondering van deze die vallen onder de definitie van overheidsopdrachten zoals gedefinieerd in het artikel 5 van de wet;

8° « BMSO » : Belgian Military Supply Office in Washington DC, Verenigde Staten;

9° « BPO » : Belgian Pipeline Organisation;

10° : la cellule CMS : Contrats-cadres Multi SPF du Service public fédéral Personnel et Organisation;

11° DGMR : le Commandant de la Direction Générale Ressources matérielles.

CHAPITRE II. — *Délégations de pouvoir en matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services*

Section I<sup>re</sup>. — Dispositions applicables à tous les marchés

**Art. 2.** Les pouvoirs déterminés ci-après sont délégués aux autorités désignées aux tableaux annexés au présent arrêté et dénommées ci-après « ordonnateurs ».

En cas d'absence d'un ordonnateur ses pouvoirs sont exercés par un remplaçant désigné au tableau 2.

Le pouvoir délégué ne peut être subdélégué.

Tout ordonnateur peut limiter la délégation de pouvoir accordée aux ordonnateurs qui lui sont hiérarchiquement et/ou fonctionnellement subordonnés.

**Art. 3.** La délégation comporte le pouvoir de :

1° préparer le marché dans les limites du tableau 1, c'est-à-dire :

a) décider du mode de passation du marché et du lancement de la procédure;

b) approuver le cahier spécial des charges. Div MP approuve pour le ministre les cahiers spéciaux des charges.

2° sélectionner les soumissionnaires dans une procédure ouverte et une procédure négociée sans publicité et les candidats dans une procédure restreinte ou négociée avec publicité dans les limites du tableau 1.

3° procéder à l'évaluation des offres et écarter les offres qui sont irrégulières, dans les limites du tableau 1;

4° attribuer ou ne pas attribuer le marché dans les limites du tableau 1, c'est-à-dire :

a) approuver le rapport d'attribution, signer les contrats ou approuver l'offre;

b) prendre la décision de non-attribution prévue à l'article 18 de la loi.

La délégation comporte aussi le pouvoir de modifier éventuellement certains éléments des marchés et de prendre les décisions d'exécution conformément à l'article 4.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les avenants qui dérogent aux clauses et/ou conditions essentielles du marché :

1° attribué par le ministre, sont signés par Div MP, s'il s'agit de modifications sans répercussion financière ou dont la répercussion financière peut être chiffrée et pour autant que celle-ci se situe dans la limite déterminée au tableau 1 pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité. Seul le montant de l'avenant doit être pris en compte;

2° attribué par une autorité citée au tableau 1, sont signés par cette autorité dans la limite de sa délégation de pouvoir déterminée dans ce tableau pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité. Seul le montant de l'avenant doit être pris en compte;

Les clauses et/ou conditions essentielles sont les prix, les délais et tout ce qui est mentionné comme essentiel dans le cahier spécial des charges ou dans le contrat.

§ 2. Les avenants qui dérogent aux clauses et/ou conditions non essentielles du marché sont signés par le chef du service dirigeant et ceci dans la limite de leur délégation déterminée au tableau 1 pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

Le service dirigeant est désigné dans le cahier spécial des charges.

§ 3. Les avenants à caractère administratif comme la forme juridique, le nom, le siège social, ou les statuts relatifs à l'adjudicataire sont signés par le chef du service dirigeant.

Les avenants relatifs aux changements de la personnalité juridique de l'adjudicataire sont signés par l'ordonnateur qui a conclu le marché.

9° « BPO » : Belgian Pipeline Organisation;

10° de cel FOR : FOD Overschrijdende Raamcontracten van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie;

11° DGMR : Chef van de Algemene Directie Material Resources.

HOOFDSTUK II. — *Overdracht van bevoegdheid inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten*

Afdeling I. — *Bepalingen toepasselijk op alle opdrachten*

**Art. 2.** Aan de overheden, hierna « ordonnateurs » benoemd, vermeld in de bij dit besluit gevoegde tabellen, worden de hierna bepaalde bevoegdheden overgedragen.

In geval van afwezigheid van een ordonnateur worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door een vervanger aangeduid in tabel 2.

De overgedragen bevoegdheid mag niet verder worden overgedragen.

Elk ordonnateur kan de bevoegdheid, toegekend aan ordonnateurs die hen hiërarchisch en/of functioneel ondergeschikt zijn, beperken.

**Art. 3.** De overdracht omvat de bevoegdheid om :

1° de opdracht voor te bereiden binnen de perken van tabel 1, dat wil zeggen :

a) beslissen over de gunningswijze en het inzetten van de procedure;

b) het bestek goedkeuren. Div MP keurt de bestekken goed voor de minister.

2° de inschrijvers bij een algemene procedure en onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en de kandidaten bij een beperkte procedure of onderhandelingsprocedure met bekendmaking te selecteren binnen de perken van tabel 1.

3° de offertes te evalueren en deze die niet regelmatig zijn af te wijzen binnen de perken van tabel 1;

4° de opdracht al dan niet te gunnen, binnen de perken van tabel 1, dat wil zeggen :

a) het gunningsverslag goedkeuren, de contracten ondertekenen of de offerte goedkeuren;

b) de beslissing van niet-gunning, bepaald in artikel 18 van de wet, nemen.

De overdracht omvat ook de bevoegdheid om sommige elementen van een opdracht eventueel te wijzigen en de uitvoeringsbeslissingen te nemen overeenkomstig artikel 4.

**Art. 4.** § 1. De wijzigingsclausules die afwijken van de essentiële bepalingen en/of voorwaarden van een opdracht :

1° die door de minister werd gegund, worden ondertekend door Div MP, indien het wijzigingen betreft zonder financiële weerslag of waarvan de financiële weerslag kan gecijferd worden en voor zover deze minder bedraagt dan het bedrag bepaald in tabel 1 voor het gunnen van opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking. Enkel het bedrag van de bijakte dient in rekening te worden gebracht;

2° die door een overheid uit tabel 1 werd gegund, worden door deze overheid ondertekend binnen de perken van haar bevoegdheid vermeld in deze tabel om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen. Enkel het bedrag van de bijakte dient in rekening te worden gebracht.

De essentiële bepalingen en/of voorwaarden zijn de prijzen, de termijnen en al wat in het bestek of in het contract als essentieel is vermeld.

§ 2. De wijzigingsclausules die afwijken van de niet-essentiële bepalingen en/of voorwaarden van de opdracht, worden ondertekend door de chef van de leidende dienst, en dit binnen de perken van hun bevoegdheid vermeld in tabel 1 om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

De leidende dienst wordt in het bestek aangeduid.

§ 3. De wijzigingsclausules met administratief karakter in verband met de aannemer zoals juridische vorm, naam, maatschappelijke zetel of statuten, worden ondertekend door de chef van de leidende dienst.

De wijzigingsclausules met betrekking tot de wijziging van de rechtspersoonlijkheid van de aannemer worden ondertekend door de ordonnateur die de opdracht heeft gegund.

Les actes de cession de marché sont approuvés par l'ordonnateur qui a conclu le marché.

§ 4. Le chef du service dirigeant accepte moyennant réfaction pour moins-value des travaux, fournitures ou services sans que l'objet du marché ne soit modifié.

Le montant de la réfaction doit rester dans les limites de sa délégation de pouvoir déterminée au tableau 1 pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

§ 5. Les ordonnateurs du tableau 1 prennent les décisions en matière de résiliation et d'application des mesures d'office, dans les marchés qu'ils ont conclus et dont la valeur de la partie à résilier ou de celle faisant l'objet des mesures d'office ne dépasse pas la délégation qui leur est accordée au tableau 1 pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

Div MP a délégation de pouvoir pour prendre les décisions ci-avant dans les marchés conclus par le ministre dans les limites de la délégation qui leur est accordée au tableau 1 pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

§ 6. Les ordonnateurs prennent les décisions en matière de remise d'amendes dans les limites de leur délégation du tableau 1. Ces limites concernent le montant de l'amende appliquée pour la livraison, la prestation ou le travail concernés. Le montant à prendre en considération pour la détermination de l'autorité compétente est celui de l'amende effectivement appliquée sur la facture, et non le montant de la remise proposée ni le montant de l'amende finalement déterminée.

§ 7. Les ordonnateurs octroient les dommages et intérêts résultant des résiliations ou de la simple application des clauses contractuelles ou réglementaires, suivant les modalités de l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la délégation comprend le montant total, réel ou estimé de la dépense en euro courants en ce compris les frais accessoires, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et tenant compte des règles des articles 2, 28 et 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics.

§ 2. Dans le cas des marchés pluriannuels de travaux ouverts ou à commande le montant se rapporte, à tous les stades, au montant de l'année budgétaire considérée conformément au tableau 1. En cas de reconduction de ces marchés le mode de passation initial du marché détermine la délégation de pouvoir.

§ 3. Dans le cas de marchés de travaux pluriannuels à tranches conditionnelles le montant se rapporte à tous les stades au montant de l'ensemble des tranches, conformément au tableau 1.

§ 4. Div MP a délégation de pouvoir pour reconduire les marchés pluriannuels ouverts ou à commande conclus par le ministre.

Div MP a délégation de pouvoir pour commander les options ou tranches ultérieures des marchés pluriannuels à options définies ou à tranches conditionnelles conclus par le ministre.

Les ordonnateurs du tableau 1 peuvent reconduire les marchés qu'ils ont conclus. Ils peuvent commander les options ou tranches des marchés qu'ils ont conclus.

#### *Section II. — Dispositions applicables aux conventions d'échanges et aux contrats différés*

**Art. 6.** Div MP a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter les conventions d'échange, dans le respect de la législation sur les marchés publics et de la section Ière du présent chapitre.

La délégation est déterminée par le tableau 1, en fonction de la valeur d'échange et du mode de passation.

**Art. 7.** Les autorités désignées au tableau 7 ont délégation de pouvoir pour préparer, en temps de paix, les contrats différés de travaux, fournitures et services. En temps de guerre ou y assimilé, elles procèdent à la mise en exécution.

Div MP a délégation de pouvoir, en temps de paix, pour conclure et résilier les contrats différés de travaux, fournitures et services.

#### *Section III. — Délégations spéciales*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur du BMSO peut préparer, attribuer et exécuter les marchés aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada dans les limites du tableau 1.

De akten van overdracht van een opdracht worden goedgekeurd door de ordonnateur die de opdracht heeft gegund.

§ 4. De chef van de leidende dienst beslist over het aanvaarden onder beding van korting wegens minderwaarde van werken, leveringen en diensten.

Het bedrag van de korting moet binnen de perken blijven van zijn bevoegdheid vermeld in tabel 1 om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

§ 5. De ordonnateurs uit tabel 1 nemen de beslissingen inzake de verbreking en de toepassing van de maatregelen van ambtswege van de door hun gegunde opdrachten, waarvan de waarde van het gedeelte dat verbroken wordt of waarop de maatregelen van ambtswege worden toegepast, hun bevoegdheid vermeld in tabel 1 om opdrachten te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, niet overschrijdt.

Div MP heeft de bevoegdheid om hogergenoemde beslissingen te nemen in de opdrachten gegund door de minister en dit binnen de perken van hun bevoegdheid vermeld in tabel 1 om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

§ 6. De ordonnateurs nemen de beslissingen inzake de teruggave van boeten binnen de perken van hun delegatie in tabel 1. Deze beperkingen betreffen het bedrag van de toegepaste boete voor de betrokken levering, prestatie of werk. Het in aanmerking te nemen bedrag om de bevoegde autoriteit te bepalen is dit van de werkelijk ingehouden boete op de factuur, ongeacht het bedrag van de voorgestelde teruggave of het uiteindelijk bepaalde eindbedrag van de boete.

§ 7. De ordonnateurs kennen de schadevergoeding toe voortvloeiend uit de verbrekingen of uit de eenvoudige toepassing van contractuele of reglementaire bepalingen volgens de regels van artikel 4, § 1.

**Art. 5.** § 1. Het bedrag van de bevoegdheid omvat het totale werkelijke of geraamde bedrag van de opdracht in lopende euro, erbij inbegrepen de bijkomende kosten, met uitsluiting van de belasting op de toegevoegde waarde en rekening houdend met de regels uit de artikelen 2, 28 en 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

§ 2. In het geval van meerjarige open - of bestelovereenkomsten van werken heeft het bedrag, in alle stadia, betrekking op de opdracht voor het beschouwde budgettaire jaar overeenkomstig tabel 1. In geval van verlenging van deze opdrachten wordt de bevoegdheid bepaald rekening houdend met de gunningswijze van de oorspronkelijke opdracht.

§ 3. In het geval van opdrachten van werken met voorwaardelijke schijven heeft het bedrag in alle stadia betrekking op het geheel van de schijven, overeenkomstig tabel 1.

§ 4. Div MP heeft de bevoegdheid om de meerjarige open - of bestelovereenkomsten gegund door de minister te verlengen.

Div MP heeft de bevoegdheid om in de meerjarige opdrachten met gedefinieerde opties of voorwaardelijke schijven gegund door de minister, deze opties of schijven te bestellen.

De ordonnateurs van tabel 1 mogen de opdrachten die zij hebben gegund verlengen. Zij mogen de opties of schijven bestellen van de opdrachten die zij hebben gegund.

#### *Afdeling II. — Bepalingen toepasselijk op ruilvereenkomsten en uitgestelde contracten*

**Art. 6.** Div MP heeft de bevoegdheid om ruilvereenkomsten voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren, mits naleving van de wetgeving op de overheidsopdrachten en van de bepalingen uit afdeling I van dit hoofdstuk.

De bevoegdheid wordt bepaald door tabel 1, in functie van de ruilwaarde en de gunningswijze.

**Art. 7.** De overheden in tabel 7 aangeduid, hebben de bevoegdheid om in vredestijd uitgestelde contracten voor werken, leveringen en diensten voor te bereiden. In oorlogstijd, of ermee gelijkgesteld, gaan ze over tot de uitvoering.

Div MP heeft de bevoegdheid om in vredestijd de uitgestelde contracten voor werken, leveringen en diensten te gunnen en te verbreken.

#### *Afdeling III. — Speciale overdrachten van bevoegdheid*

**Art. 8.** § 1. De directeur van het BMSO mag de opdrachten in de Verenigde Staten van Amerika en Canada voorbereiden, gunnen en uitvoeren binnen de perken van tabel 1.

Au-dessus de ce seuil une délégation spéciale du ministre est requise, le cas échéant après approbation par le Conseil des Ministres.

§ 2. Le sous-chef d'état-major opérations et entraînement ainsi que le chef de la division synthèse, évaluation et coordination de ce département d'état-major ont délégation de pouvoir à concurrence de 67.000 EUR pour passer des marchés non-pluriannuels dont le principe a été approuvé par le chef de la défense, sauf en ce qui concerne l'achat de voitures.

§ 3. Les attachés de défense et le directeur du BMSO ont délégation de pouvoir à concurrence de 67.000 EUR pour passer des marchés dont le principe a été approuvé par le chef de la défense et destinés à satisfaire les besoins spécifiques au fonctionnement de leur bureau et/ou à l'accomplissement de leur mission, sauf en ce qui concerne l'achat de voitures.

§ 4. Dans le domaine du host nation support, le commandant de la direction territoriale a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter des marchés dans le cadre du soutien au fonctionnement de la ligne de communication des forces armées étrangères. Chaque marché est passé pour le compte de ces nations étrangères et pour un montant maximum de 330.000 EUR.

§ 5. Le directeur de la BPO a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter des marchés destinés à satisfaire des besoins spécifiques à sa mission pour les montants maxima suivants :

1° 270.000 EUR pour les marchés passés par adjudication ou appel d'offres;

2° 135.000 EUR pour les marchés passés par procédure négociée avec publicité au sens de l'article 17, § 3, de la loi;

3° 67.000 EUR pour les marchés passés par procédure négociée sans publicité.

De plus le directeur peut transférer des commandes à la cellule CMS jusqu'à concurrence de 135.000 EUR.

§ 6. La transmission de commandes à la cellule CMS ne peut être réalisée que par les ordonnateurs repris au tableau 1 et les autorités désignées par ceux-ci et dans les limites indiquées.

§ 7. Le directeur général Image et Relations Publiques a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter des marchés destinés à satisfaire des besoins spécifiques à sa mission à concurrence de 31.000 EUR.

§ 8. Le commandant de chaque navire de la composante maritime qui, dans le cadre de sa mission, en exercice ou en manœuvre à l'étranger, doit se réapprovisionner en nourriture (Classe I) dans un port d'escale a la délégation de compétence pour la conclusion de contrats de fourniture de nourriture (Classe I) pour un montant de 31.000 EUR.

§ 9. Dans le cas d'un déploiement d'un détachement belge dans le cadre d'opérations humanitaires ou d'entraînement à l'étranger, DGMR peut décider de désigner un ordonnateur délégué pour accompagner les troupes. Cet ordonnateur aura le pouvoir de préparer, attribuer et faire exécuter des marchés publics via une procédure négociée sans publicité sur base de l'article 17, § 2, 1° c) de la loi à concurrence d'un montant de 330.000 EUR pour travaux et fournitures et 165.000 EUR pour des services, pour autant que ces marchés publics soient nécessaires afin de répondre à des besoins urgents propres à la situation spécifique sur place, sans lesquels le bon déroulement de la mission pourrait être mis en péril.

La désignation d'un ordonnateur délégué sera faite dans une des annexes à l'ordre d'opération.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'extrême urgence et dans les circonstances qui ne permettent pas de faire intervenir une autorité désignée au tableau 1 et lorsqu'ils sont en mission, exercice ou manœuvres à l'étranger :

— l'autorité la plus élevée en grade commandant l'unité ou l'organisme;

— le commandant de bord d'un aéronef militaire;

— le commandant d'un bâtiment de la composante maritime,

ont délégation de pouvoir pour passer les marchés nécessaires à :

— protéger des vies humaines;

— assurer les soins médicaux, le transport ou le rapatriement du personnel militaire et des éventuels civils faisant partie de la suite des forces armées;

Boven deze drempel is een bijzondere overdracht van bevoegdheid vanwege de minister vereist, in voorkomend geval na goedkeuring door de Ministerraad.

§ 2. De onderstafchef operaties en training en de chef van de divisie synthese, evaluatie en coördinatie van dit stafdepartement hebben de bevoegdheid ten belope van 67.000 EUR om niet-meerjarige opdrachten te gunnen waarvan het principe werd goedgekeurd door de chef defensie. Deze bevoegdheid geldt niet voor de aankoop van voertuigen.

§ 3. De defensieattachés en de directeur BMSO hebben de bevoegdheid ten belope van 67.000 EUR om opdrachten te gunnen waarvan het principe werd goedgekeurd door de chef defensie en bestemd om de specifieke behoeften voor de werking van hun bureau en/of voor de uitvoering van hun opdracht te dekken. Deze bevoegdheid geldt niet voor de aankoop van voertuigen.

§ 4. In het domein van de host nation support heeft de commandant van de territoriale directie de bevoegdheid om opdrachten in het kader van de steun aan de werking van de communicatielijnen van de vreemde strijdkrachten, voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren. Elke opdracht wordt gegund voor rekening van deze vreemde staten en voor een maximaal bedrag van 330.000 EUR.

§ 5. De directeur van BPO heeft de bevoegdheid om opdrachten, bestemd om aan specifieke behoeften voor zijn opdracht te voldoen, voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren, ten belope van volgende maximumbedragen :

1° 270.000 EUR voor de opdrachten gegund bij aanbesteding of offerteaanvraag;

2° 135.000 EUR voor de opdrachten gegund bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking in de zin van artikel 17, § 3 van de wet;

3° 67.000 EUR voor de opdrachten gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

Bovendien mag de directeur bestellingen aan de cel FOR overmaken ten belope van maximum 135.000 EUR.

§ 6. Het overmaken van bestellingen aan de cel FOR mag slechts gebeuren door de ordonnateurs opgenomen in tabel 1 en de door hun aangeduide overheden en dit binnen de aangeduide limieten.

§ 7. De directeur-generaal van Imago en Publieke Relaties heeft de delegatiebevoegdheid om overheidsopdrachten, bestemd om aan behoeften te voldoen die eigen zijn aan zijn opdracht, voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren, ten belope van 31.000 EUR.

§ 8. De commandant van elk schip van de marinecomponent, dat in het kader van haar opdracht, op oefening of op manoeuvre in het buitenland, zich in een buitenlandse aanleghaven moet herbevoorraden inzake voeding (Klas 1) heeft de delegatiebevoegdheid voor het afsluiten van opdrachten voor leveringen van voeding (Klas 1) ten bedrage van 31.000 EUR.

§ 9. In het geval van een ontplooiing van een Belgisch detachement in het kader van humanitaire operaties of training in het buitenland kan de DGMR beslissen om een gedelegeerde ordonnateur aan te duiden die de troepen vergezelt. Deze ordonnateur zal de bevoegdheid hebben overheidsopdrachten voor te bereiden, te gunnen en te laten uitvoeren via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op basis van artikel 17 § 2, 1° c) van de wet tot een bedrag van 330.000 EUR voor werken en leveringen en 165.000 EUR voor diensten voor zover deze overheidsopdrachten noodzakelijk zijn om te beantwoorden aan dringende behoeften, eigen aan de specifieke situatie ter plaatse, zonder dewelke het goed verloop van de opdracht in het gedrang zou worden gebracht.

De aanduiding van een gedelegeerde ordonnateur zal gebeuren in één van de bijlagen aan het Operatieorder.

**Art. 9.** § 1. Bij hoogdringendheid en in omstandigheden die niet toelaten een overheid aangeduid in tabel 1 te doen tussenkomen en wanneer zij met opdracht, op oefening of op manoeuvre zijn in het buitenland, hebben :

— de overheid met de hoogste graad die de eenheid of de instelling beveelt;

— de boordcommandant van een militair luchtvaartuig;

— de commandant van een schip van de marinecomponent,

de bevoegdheid om opdrachten te gunnen die noodzakelijk zijn om :

— mensenlevens te beschermen;

— te voorzien in de medische verzorging, het vervoer of de repatriëring van het militair personeel en de eventuele burgers die deel uitmaken van het gevolg der strijdkrachten;

— assurer la sécurité d'emploi du matériel militaire ou la bonne exécution de la mission.

Pour le commandant de bord d'un aéronef cette délégation vaut aussi en Belgique.

§ 2. En cas d'extrême urgence et dans les circonstances qui ne permettent pas de faire intervenir une autorité désignée au tableau 1, le sous-chef d'état-major opérations et entraînement a délégation de pouvoir pour préparer, attribuer et exécuter les marchés nécessaires pour assurer la bonne exécution d'une opération ou d'une mission de transport urgente.

§ 3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent que si le marché ne doit pas être soumis au Conseil des ministres et que si les montants déterminés à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 14 octobre 1996 relatif au contrôle préalable et aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière d'octroi de concessions de travaux publics au niveau fédéral ne sont pas dépassés.

#### Section IV. — Procédures spéciales

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Pour les marchés de travaux, de fournitures et de services traités en commun dans un contexte public national ou international :

1° les conventions, préparées par les départements d'état-major et les directions générales concernés en collaboration avec Div MP, après accord du Conseil des ministres, sont signées et modifiées par Div MP, dans les limites de sa délégation pour conclure des marchés par procédure négociée sans publicité.

2° sauf si le traité ou la convention en décide autrement, les marchés qui en découlent sont préparés, passés et exécutés suivant les délégations de la Section Ière.

§ 2. Pour les marchés de travaux, de fournitures ou de services au nom et pour compte de tiers publics nationaux ou internationaux, la réglementation reprise au § 1<sup>er</sup> est d'application.

#### CHAPITRE III. — Dispositions applicables à l'aliénation

**Art. 11.** Div MP a délégation de pouvoir pour :

§ 1<sup>er</sup>. 1° conclure des contrats de vente de gré à gré de matériel devenu excédentaire, dont le montant n'excède pas 220.000 EUR;

2° conclure des contrats dont le montant n'excède pas 220.000 EUR pour la vente de matériel lors des ventes publiques. En cas d'attribution de plusieurs lots à un même candidat, le montant cumulatif des lots sera pris en considération.

§ 2. Le Chef de section du service de vente a le pouvoir pour :

1° conclure des contrats de vente de gré à gré de matériel devenu excédentaire, dont le montant n'excède pas 110.000 EUR;

2° conclure des contrats dont le montant n'excède pas 110.000 EUR pour la vente de matériel lors des ventes publiques. En cas d'attribution de plusieurs lots à un même candidat, le montant cumulatif des lots sera pris en considération.

**Art. 12.** L'article 11 n'est pas d'application pour les contrats concernant des armes et des munitions.

**Art. 13.** Le pouvoir délégué, comme mentionné à l'article 11, ne peut pas être subdélégué.

#### CHAPITRE IV. — Délégation de pouvoir en matière de dépenses diverses

**Art. 14.** Les autorités désignées au tableau 6 ont délégation de pouvoir pour engager des dépenses diverses par suite d'engagements découlant d'un programme de consommation approuvé par le ministre et qui ne se rapportent pas à des marchés publics mais qui sont nécessaires à la mise en œuvre de leur département d'état-major, direction générale, composante ou service telles que dépenses à caractère international, frais de cours, frais occasionnés par les envois à l'étranger dans le cadre des directives du ministre, frais médicaux et pharmaceutiques, frais de représentation et les frais de location immobilière.

**Art. 15.** L'approbation des dépenses se fait par les autorités qui sont compétentes pour décider au sujet de ces dépenses. Ces autorités peuvent, sous leur responsabilité, désigner un nombre limité d'autorités qui dépendent d'elles et qui sont habilitées à approuver ces dépenses. En ce qui concerne les conventions conclues avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (FMS Cases) ils peuvent désigner le directeur du Belgian Military Supply Office (BMSO).

— de la sécurité d'emploi du matériel militaire ou de la bonne exécution de la mission.

Voor de boordcommandant van een luchtvaartuig geldt deze bevoegdheid ook in België.

§ 2. Bij hoogdringendheid en in omstandigheden die niet toelaten een overheid aangeduid in tabel 1 te doen tussenkomen, heeft de onderstafchef operaties en training overdracht van bevoegdheid om opdrachten voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren die noodzakelijk zijn om de goede uitvoering van een operatie of van een dringende transportopdracht te verzekeren.

§ 3. De bepalingen van dit artikel gelden voor zover de opdracht niet dient voorgelegd aan de Ministerraad en voor zover de bedragen bepaald in artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 14 oktober 1996 betreffende het voorafgaand toezicht en de overdracht van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake de toekenning van concessies voor openbare werken op federaal niveau, niet worden overschreden.

#### Afdeling IV. — Bijzondere procedures

**Art. 10.** § 1. Voor opdrachten van werken, leveringen en diensten in gemeenschappelijk, nationaal of internationaal verband :

1° de conventies, voorbereid door de betrokken stafdepartementen en algemene directies in samenwerking met Div MP, na het akkoord van de Ministerraad, worden ondertekend en gewijzigd door Div MP, binnen de perken van haar bevoegdheid om opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te gunnen.

2° tenzij het verdrag of de conventie het anders bepaalt, worden de opdrachten, die eruit voortspruiten, voorbereid, gegund en uitgevoerd volgens de regels van Afdeling I.

§ 2. Voor de opdrachten van werken, leveringen en diensten in naam en voor rekening van zowel nationale als internationale derden geldt dezelfde regeling als in § 1.

#### HOOFDSTUK III. — Bepalingen toepasselijk op vervreemding

**Art. 11.** Div MP heeft de bevoegdheid om :

§ 1. 1° onderhandse contracten te sluiten voor verkoop van overtollig materieel waarvan het bedrag 220.000 EUR niet overschrijdt;

2° voor verkoop van het materieel aangeboden tijdens de openbare verkopen, contracten te sluiten waarvan het bedrag 220.000 EUR niet overschrijdt. Bij toewijzing van meerdere percelen aan een zelfde kandidaat zal het cumulatief bedrag van deze percelen in beschouwing worden genomen.

§ 2. De Sectiechef van de verkoopdienst heeft de bevoegdheid om :

1° onderhandse contracten te sluiten voor verkoop van overtollig materieel waarvan het bedrag 110.000 EUR niet overschrijdt;

2° voor verkoop van het materieel aangeboden tijdens de openbare verkopen, contracten te sluiten waarvan het bedrag 110.000 EUR niet overschrijdt. Bij toewijzing van meerdere percelen aan een zelfde kandidaat zal het cumulatief bedrag van deze percelen in beschouwing worden genomen.

**Art. 12.** Artikel 11 is niet van toepassing op contracten betreffende wapens en munitie.

**Art. 13.** De overgedragen bevoegdheid, zoals vermeld in artikel 11, mag niet verder worden overgedragen.

#### HOOFDSTUK IV. — Overdracht van bevoegdheid inzake diverse uitgaven

**Art. 14.** De overheden aangeduid in tabel 6 hebben de bevoegdheid om diverse uitgaven vast te leggen tengevolge van verbintenissen die voortvloeien uit een door de Minister goedgekeurd verbruiksprogramma en die geen betrekking hebben op overheidsopdrachten maar die noodzakelijk zijn voor het in werking stellen van hun stafdepartement, algemene directie, component of dienst zoals uitgaven van internationale aard, cursuskosten, kosten ter gelegenheid van zendingen in het buitenland in het kader van de richtlijnen van de minister, medische en farmaceutische onkosten, representatiekosten en huurkosten voor onroerende goederen.

**Art. 15.** De goedkeuring van de uitgaven gebeurt door de overheden die bevoegd zijn om te beslissen over deze uitgaven. Deze overheden mogen, op hun verantwoordelijkheid, een beperkt aantal hen ondergeschikte overheden, aanduiden die bevoegd zijn om deze uitgaven goed te keuren. Voor wat betreft de overeenkomsten afgesloten met de regering van de Verenigde Staten van Amerika (FMS Cases) mogen zij de directeur van het Belgian Military Supply Office (BMSO) aanduiden.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** L'arrêté ministériel du 27 avril 2006 portant délégations de pouvoir par le Ministre de la Défense en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière de dépenses diverses est abrogé à l'exception du Chapitre IV qui reste en vigueur.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2009.

Bruxelles, le 12 mars 2009.

P. DE CREM

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 16.** Het ministerieel besluit van 27 april 2006 houdende overdracht van bevoegdheid door de Minister van Landsverdediging inzake het gunnen en uitvoeren van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake diverse uitgaven wordt opgeheven, met uitzondering van Hoofdstuk IV dat in werking blijft.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2009.

Brussel, 12 maart 2009.

P. DE CREM

Annexe à l'arrêté ministériel du 12 mars 2009

Tableau 1

Délégation de pouvoir (en euro) (T.V.A. exclues)

		Procédure ouverte	Procédure restreinte Procédure négociée avec publicité (article 17, § 3 loi)	Procédure négociée sans publicité (article 17, § 2 loi) (***)	Cas particulier (*)	Remise d'amende
1	Div MP	2.700.000 (****)	1.350.000	680.000 (**)	2.700.000 (**) (****)	67.000
2	Chefs des sections de la Div MP (sauf les chefs de section du service de vente et de la Section Management & Support), Directeur BMSO.	1.350.000	680.000	220.000	-	31.000
3	Chefs des sous sections de la Div MP (sauf les Chefs des sous sections du service de vente et de la Section Management & Support).	540.000	270.000	110.000	-	22.000
4	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie A (Tableau 3)	67.000	67.000	67.000	-	3.350
5	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie B (Tableau 4)	31.000	31.000	31.000	-	1.550
6	Ordonnateurs décentralisés de la catégorie C (Tableau 5)	22.000	22.000	22.000	-	1.100
7	Ordonnateurs désignés au tableau 8			5.500		
8	Ordonnateurs nominativement désigné par le CHOD			2.500		

*Remarques*

(\*) Marchés à confier au Service public fédéral Contrats-cadres Multi-SPF, aux états étrangers, aux organismes d'approvisionnement constitués en agences de l'OTAN ou à BMSO.

(\*\*) Sauf pour les marchés à soumettre au Conseil des ministres en vertu des articles 2 à 4 de l'arrêté royal du 14 octobre 1996.

Les marchés à attribuer par BMSO ou à confier aux organismes d'approvisionnement constitués en agences de l'OTAN ou aux états étrangers sont soumis au Conseil des ministres dans les mêmes conditions que les marchés par procédure négociée sans publicité. Dans les dossiers on peut ajouter une note pour donner délégation à MRMP ou à BMSO pour l'attribution et l'exécution du marché public.

(\*\*\*) Disposer d'une délégation de pouvoir en matière de préparation, d'attribution et d'exécution de marchés publics d'un montant supérieur à 5.500,- EUR hors T.V.A ne donne pas automatiquement le droit à l'ordonnateur concerné d'approuver des dépenses dans le cadre de la procédure d'ouverture de crédit.

(\*\*\*\*) Pour les dossiers concernant des marchés qui doivent être présentés à la Commission AD HOC, MDN est toujours ordonnateur.

*Remarques supplémentaire*

En application des articles 2 à 4 de l'arrêté royal du 14 octobre 1996, le MDN est ordonnateur pour tous les marchés qui doivent être présentés au Conseil des Ministres. Si le dossier en phase DAP a été approuvé par le Conseil des Ministres et qu'il n'est PAS demandé de présenter à nouveau le dossier au Conseil des Ministres en phase d'attribution, alors le seuil de compétence est simplement respecté et le contrat est seulement soumis à la signature du MoD s'il est l'ordonnateur compétent (en ayant atteint le seuil concerné). Si cependant le Conseil des Ministres (lors de la présentation en phase DAP) a demandé que le dossier lui soit soumis à nouveau en phase attribution, alors (par analogie avec la procédure DAP) le MoD est à nouveau l'ordonnateur compétent, quel que soit le seuil atteint.

## Tableau 2

*Remplaçants en cas d'absence*

1. Pour DIV MP
  - a. Pour la Div MP : Chef de la Management & Support Section (MRMP-G) ou, en son absence, le chef de section présent le plus ancien en grade. Cette délégation est donnée par note.
  - b. Pour les chefs de section : le chef de sous-section présent le plus ancien en grade.
  - c. Pour les chefs de sous-section : l'officier présent le plus ancien en grade de cette sous-section ou le niveau A présent ayant le plus d'ancienneté.
2. Pour les ordonnateurs décentralisés  
L'autorité désignée pour exercer la fonction ad interim.

## Tableau 3

*Ordonnateurs décentralisés de la catégorie A*

- Le commandant de l'Ecole Royale Militaire.
- Le sous-chef d'état-major renseignements et sécurité.

## Tableau 4

*Ordonnateurs décentralisés de la catégorie B*

- Le commandant des Eléments Techniques médicaux d'intervention.

## Tableau 5

*Ordonnateurs décentralisés de la catégorie C*

- Le commandant de l'hôpital militaire.
- Le commandant du service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs.
- Les commandants des établissements interalliés.

## Tableau 6

*Pouvoir en matière de dépenses diverses*

- Le chef de la défense et le vice-chef de la défense
- Les sous-chefs d'état-major et leurs chefs de division
- Les directeurs-généraux et leurs chefs de division
- Les commandants des composantes

## Tableau 7

*Délégation de pouvoir en matière de préparation et d'exécution des contrats différés de travaux, fournitures et services*

Les chefs des sections et sous-sections de la Div MP.

L'officier général ou l'officier supérieur, vice-président du comité mixte des travaux à exécuter d'urgence en temps de guerre, les vice-présidents des commissions provinciales des travaux, les membres militaires et leurs remplaçants respectifs au comité et dans les commissions.

L'officier général ou l'officier supérieur, membre du comité mixte pour transport aérien.

Le président de la commission interministérielle des secours sanitaires en temps de guerre.

L'officier général ou l'officier supérieur membre du comité mixte maritime.

Le commissaire militaire à la commission mixte des télécommunications.

Les commissaires militaires des commissions interministérielles pour les chemins de fer, pour le transport par route, pour les voies navigables et les ports, pour le comité mixte pour le transport terrestre.

Les commandants des composantes.

## Tableau 8

*Liste des ordonnateurs disposant d'une délégation jusqu'à 5.500,- EUR hors T.V.A. dans le cadre de la procédure d'ouverture de crédit*

1. Dans le cadre d'Ops  
ACOS Ops&Trg
2. Lorsqu'ils sont en exercice ou manœuvre, Ops à l'étranger ou déploiements dans le cadre de leur mission et si les circonstances l'exigent  
Les Comd de détachement  
Les Comd de bord AC  
Les Comd de navire NC
3. Comme responsable Bg de la défense  
DG BudFin - BFB
4. Pour achats locaux destinés à satisfaire des besoins qui sont propres à sa mission  
ACOS IS  
DG IPR  
Comd TLP

5. Pour achats dans le cadre de l'exécution de leur réapprovisionnement DGMR et à condition que le besoin soit notifié officiellement, soit par un output du système de gestion ILIAS ou soit par une demande d'achat (simplifiée) par les gestionnaires de matériels respectifs

MRMP  
 MRMP-L  
 MRMP-A  
 MRMP-N  
 MRMP-S  
 MRMP-I  
 MRMP-C  
 PMT HQ NATO

Bijlage aan het ministerieel besluit van 12 maart 2009

Tabel 1

Overdracht van bevoegdheid (in euro) (zonder BTW)

		Algemene procedure	Beperkte procedure Onderhandelings- procedure met bekendmaking (artikel 17, § 3 wet)	Onderhandelings- procedure zonder bekendmaking (artikel 17, § 2 wet) (**)	Bijzondere gevallen (*)	Teruggave boete
1	Div MP	2.700.000 (****)	1.350.000	680.000 (**)	2.700.000 (**)(****)	67.000
2	Sectiechefs Div MP (uitgezonderd de sectiechefs v/d verkoopdienst en v/d Management & Support Sectie), Directeur BMSO.	1.350.000	680.000	220.000	-	31.000
3	Ondersectiechefs van Div MP (uitgezonderd de Ondersectiechefs v/d verkoopdienst en v/d Management & Support Sectie).	540.000	270.000	110.000	-	22.000
4	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie A (tabel 3)	67.000	67.000	67.000	-	3.350
5	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie B (tabel 4)	31.000	31.000	31.000	-	1.550
6	Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie C (tabel 5)	22.000	22.000	22.000	-	1.100
7	Ordonnateurs aangeduid in tabel 8			5.500		
8	Ordonnateurs nominatief aangeduid door CHOD			2.500		

*Opmerkingen*

(\*) Opdrachten toe te vertrouwen aan het Federale Overheidsdienst Overschrijdende Raamcontracten, aan vreemde staten, aan bevoorradingsorganismen als NAVO-agentschap opgericht of aan BMSO.

(\*\*) Behalve voor opdrachten voor te leggen aan de Ministerraad in toepassing van artikelen 2 tot en met 4 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1996.

De opdrachten te gunnen door BMSO of toe te vertrouwen aan een bevoorradingsorganisme als NAVO-agentschap opgericht of aan een vreemde staat, worden aan de Ministerraad voorgelegd onder dezelfde voorwaarde als de opdrachten volgens de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking. In het dossier kan een nota bijgevoegd worden voor delegatie aan MRMP of BMSO voor de gunning en de uitvoering van de markt.

(\*\*\*) Het beschikken over een delegatiebevoegdheid met betrekking tot het voorbereiden, gunnen en uitvoeren van Procurement van meer dan 5.500,- EUR exclusief BTW geeft de betrokken ordonnateur NIET automatisch de bevoegdheid om uitgaven goed te keuren in het kader van de procedure kredietopening.

(\*\*\*\*) Voor dossiers betreffende opdrachten die moeten worden voorgelegd aan de Commissie AD HOC is MLV steeds ordonnateur.

*Bijkomende opmerking :*

Voor al de opdrachten die moeten voorgelegd worden aan de Ministerraad in toepassing van artikelen 2 tot en met 4 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1996, is MLV ordonnateur. Indien het dossier in de fase AVA door de MR werd goedgekeurd en er werd NIET gevraagd om het dossier in gunning nogmaals aan de MR voor te leggen, dan wordt de bevoegdheidsdrempel gewoon gerespecteerd en zal het contract enkel aan de MoD ter ondertekening worden voorgelegd indien hij de bevoegde ordonnateur is (door het bereiken van de betrokken drempel). Indien echter de MR (bij de voorlegging in fase AVA) heeft gevraagd om het dossier in gunning opnieuw voor te leggen, dan wordt de MoD (naar analogie met de procedure AVA) opnieuw de bevoegde ordonnateur ongeacht de bereikte drempel.



Tabel 2  
*Vervangers bij afwezigheid*

1. Voor Div MP
  - a. Voor de Div MP : Chef van de Management & Support Section (MRMP-G) of in zijn/haar afwezigheid, de oudste in graad aanwezige sectiechef. Deze delegatie gebeurt aan de hand van een nota.
  - b. Voor de sectiechefs : de oudste in graad aanwezige ondersectiechef.
  - c. Voor de ondersectiechef : de oudste in graad aanwezige officier van deze ondersectie of de aanwezige niveau A met de meeste anciënniteit.
2. Voor de gedecentraliseerde ordonnateurs  
De overheid aangeduid om de functie ad interim te vervullen.

Tabel 3  
*Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie A*

- De commandant van de Koninklijke Militaire School.
- De onderstafchef inlichtingen en veiligheid

Tabel 4  
*Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie B*

- De commandant van de Technische Elementen voor Medische interventie.

Tabel 5  
*Gedecentraliseerde ordonnateurs van categorie C*

- De commandant van het militair hospitaal.
- De commandant van de dienst opsporing en vernietiging van oorlogstuigen.
- De commandanten van de intergeallieerde instellingen

Tabel 6  
*Bevoegdheid inzake diverse uitgaven*

- De chef defensie en de vice-chef defensie
- De onderstafchefs en hun divisiechefs
- De directeurs-generaal en hun divisiechefs
- De commandanten van de componenten

Tabel 7

*Overdracht van bevoegdheid inzake voorbereiding en uitvoering van uitgestelde contracten voor werken, leveringen en diensten*

De chefs van de secties en ondersecties van de Div MP.

De opperofficier of hoofdofficier, ondervoorzitter van het gemengd comité voor de in oorlogstijd dringend noodzakelijke werken, de ondervoorzitters der provinciale commissies der werken, de militaire leden en hun respectievelijke plaatsvervangers in het comité en de commissies.

De opperofficier of hoofdofficier lid van het gemengd comité voor luchtvervoer.

De voorzitter van de interministeriële commissie voor hulp aan zieken en gewonden in oorlogstijd.

De opperofficier of hoofdofficier voor het gemengd comité voor het zeevervoer.

De militaire commissaris bij de gemengde commissie voor televerbindingen.

De militaire commissarissen van de interministeriële commissies voor de spoorwegen, voor het wegvervoer, voor de waterwegen en havens, voor het gemengd comité voor vervoer ter land.

De commandanten van de componenten.

Tabel 8

*Lijst der ordonnateurs bevoegd tot en met 5.500,- EUR exclusief BTW in het kader van de procedure kredietopening*

1. In het kader van Ops  
De ACOS Ops&Trg
2. Tijdens oefeningen en Man, Ops in het buitenland of ontplooiingen in het kader van hun opdracht en als de omstandigheden het vereisen  
De Comd van detachementen  
BoordComd AC  
Comd van schepen NC
3. Als Bg verantwoordelijke voor Defensie  
DG BudFin - BFB
4. Voor lokale aankopen bestemd om te voldoen aan behoeften die eigen zijn aan zijn opdracht  
De ACOS IS  
De DG IPR  
Comd TLP
5. Voor aankopen in het kader van de uitvoering van hun herbevoorradingsoopdracht DGMR en mits de behoefte officieel genotifieerd is, hetzij via een output van het beheerssysteem ILIAS of hetzij via een (vereenvoudigde) aankoopaanvraag door de respectievelijke materieelbeheerders  
MRMP  
MRMP-L  
MRMP-A  
MRMP-N  
MRMP-S  
MRMP-I  
MRMP-C  
PMT HQ NATO